

L'essentiel.

Mercredi soir, le Président de la République a annoncé un deuxième confinement général de la population et, parmi les mesures annoncées, ordonné la fermeture des commerces dits "*non essentiels*".

Concernant, le confinement général de la population, il était devenu urgent et impératif. Dont acte. Il doit être respecté strictement, partout et par tous. Lors des sorties limitées en dehors du domicile, portons le masque et respectons plus que jamais les gestes barrières. Nos services de santé sont saturés et nous arrivons au point dramatique où un "*tri*" va être fait entre les personnes hospitalisées. Terrible conséquence d'une pandémie qui n'épargne personne. Soyons donc concernés par le COVID-19 avant d'être gravement impactés. C'est essentiel.

Pour ce qui est des mesures liées au confinement et aux autorisations de sorties, elles sont claires et doivent, elles aussi, être respectées.

En revanche, la fermeture des commerces "*non essentiels*" pose davantage de questions surtout au regard des ouvertures et largesses offertes aux grandes surfaces et à la vente en ligne.

Si nous pouvons tous être d'accord sur le fait que l'alimentation est un bien essentiel, qu'en est-il du reste ? Qu'en est-il des jouets, des fleurs, de l'électroménager, de l'ameublement, des vêtements, de la décoration intérieure... ? A priori, ces biens ne le sont pas et sont donc considérés comme des biens "*non essentiels*", et dont les commerces sont fermés. Dont acte.

Malheureusement, aujourd'hui, nous sommes dans un entre-deux où le Président de la République et le Gouvernement annoncent avec force la fermeture des commerces dits "*non essentiels*" et permet "*en même temps*" aux grandes surfaces de vendre absolument de tout : alimentaires et non alimentaires (vêtements, électroménagers, fleurs, décoration, ameublement...), biens essentiels et... biens non essentiels donc.

Cela n'est tout simplement pas acceptable pour trois raisons, au moins.

La première est économique et tient à la distorsion de concurrence commerciale que cela induit entre les grandes surfaces ouvertes, d'un côté, et les commerces de proximité fermés, de l'autre. On ne peut pas faire de la *GMS* (*grande et moyenne surface*) et des *GAFAs* (*Google, Amazon, Facebook, Apple...*) les gagnants par "*ko*" de cette crise sanitaire.

La deuxième est sanitaire, et il suffit de se rendre dans un centre commercial pour le voir. Les conditions sanitaires (gestes barrières notamment) ne sont pas forcément respectées dans les allées des grandes surfaces (on prend le caddie du voisin, on se croise, on discute, on touche le produit puis on le repose...) et constituent donc de potentiels lieux de propagation du virus (cf. les foules immenses du début de semaine). Comment assurer le respect des consignes sanitaires dans des surfaces aussi grandes ? La question mérite d'être posée.

Enfin, la troisième raison est politique et découle des deux premières. Cette situation abîme et décrédibilise la parole publique à un moment où nous avons besoin, plus que jamais, d'un discours politique fort, compréhensible et juste.

Aussi, il revient à chacun d'assumer ses responsabilités. C'est essentiel.

Au Gouvernement, d'assumer sa responsabilité politique en arrêtant immédiatement un cadre clair :

- soit une ouverture de tous les commerces dans le respect strict des mesures sanitaires (port du masque, gel hydroalcoolique obligatoire) y compris renforcées (limitation du nombre de clients, horaires d'ouverture plus restreintes...)
- soit une ouverture strictement limitée à la vente de biens alimentaires, et donc la fermeture des rayons non alimentaires des grandes surfaces, mais aussi des enseignes de bricolage, jardinage et autres.

La première solution est envisageable car les commerçants ont appris depuis le premier confinement. La seconde est tout aussi acceptable et compréhensible. Que ce soit l'une ou l'autre, elles devront être respectées strictement. Mais il faut faire un choix et l'assumer. C'est une question de cohérence politique et donc de confiance.

Aux responsables politiques, élus locaux et nationaux, d'assumer leurs responsabilités et leurs incohérences quant au développement (scandaleux) des zones d'activités commerciales au cours des 30 dernières années. Là encore, plus de double discours sur l'air du "*oui à la défense du commerce de proximité... mais oui aux ZACOM*". De même, il faut se pencher sérieusement sur la régulation des activités de vente à distance façon "*Amazon*".

Quelques mesures pourraient être envisagées :

- Moratoire sur la création de nouvelles ZACOM (*Zones d'aménagement commercial*), et sur les créations de plate-formes logistiques *Amazon* ou autres ;
- Pour les demandes d'extensions des grandes surfaces : imposer la réduction des surfaces commerciales non alimentaires (rayons électroménagers, jouets, vêtements...) en substitution des extensions ;
- Accompagner (sans appel à projet !!) techniquement et financièrement les collectivités engagées dans des politiques de revitalisation des centres-villes et centres-bourgs, de reconquête des friches commerciales, industrielles ou agricoles...

Aux commerçants de proximité qui doivent poursuivre les évolutions de leurs modèles commerciaux notamment en développant les outils numériques (et en n'accusant pas les élus locaux de tous leurs maux...).

Aux consommateurs que nous sommes, car notre responsabilité est grande. Si les supermarchés sont un modèle qui a permis et permet encore d'avoir accès aux biens alimentaires en quantité et à des prix raisonnables, il ne faut pas être dupe du modèle. "*Chez Leclerc, c'est moins cher*", mais au final à quel prix pour la société ? Acheter moins cher c'est assurément payer moins cher celui qui produit...

Il ne faut pas être dans la culpabilisation ni laisser croire que 67 millions de français vont se nourrir dans des épiceries, néanmoins chacun peut rééquilibrer ses achats et faire un peu plus le choix du commerce de proximité. Celui-ci a évolué (pas encore assez...) mais il permet aujourd'hui de se nourrir, de se vêtir, de s'équiper... bref de consommer à des prix très souvent concurrentiels, pour peu que l'on accepte de ne pas avoir tout au même endroit.

Il nous faut à présent choisir un modèle de consommation qui soit soutenable. Celui-ci doit tout à la fois être populaire (c'est-à-dire n'exclure personne en raison de ses revenus ou de sa localisation géographique), assurer un partage équitable de la valeur ajoutée entre les différentes étapes produc-

tion – transformation – vente, réduire l'empreinte environnementale des biens consommés et notamment la production de déchets. Chaque mode de consommation (circuits-courts, commerces de proximité, grandes surfaces, vente en ligne) peut répondre à ses objectifs. L'action politique doit se concentrer sur les dispositifs légaux qui permettent de s'assurer que chaque mode de consommation respecte les objectifs développés ci-dessus, ceux d'une consommation soutenable.

Enfin, un dernier mot tout de même sur les librairies dont la fermeture est tout sauf anecdotique. Au moment où nous avons sans doute le plus besoin d'ouverture, d'évasion, de liberté, au moment où nous célébrons la liberté d'expression et l'exception culturelle française, qu'il est idiot de fermer des lieux qui permettent tout cela.

Considérons les livres comme un complément alimentaire car se nourrir l'esprit, c'est aussi essentiel.